

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2022
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 19 décembre 2022, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution [2374 \(2017\)](#) concernant
le Mali**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2374 \(2017\)](#) concernant le Mali, qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 ([S/1995/234](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution [2374 \(2017\)](#) concernant le Mali
(Signé) Juan Ramón de la Fuente Ramírez



Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2374 \(2017\)](#) concernant le Mali

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2374 \(2017\)](#) concernant le Mali porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Juan Ramón de la Fuente Ramírez (Mexique) et la vice-présidence par le Kenya.

II. Historique

3. Par sa résolution [2374 \(2017\)](#) en date du 5 septembre 2017, le Conseil de sécurité a imposé une interdiction de voyager et un gel des avoirs à des personnes et entités désignées par le Comité conformément aux critères définis au paragraphe 8 de la résolution. Des dérogations à ces mesures sont prévues dans la résolution. Par la même résolution, le Conseil a créé un comité chargé de suivre l'application desdites sanctions et un groupe d'experts placé sous l'autorité du Comité.
4. Conformément à la résolution [2649 \(2022\)](#), le mandat du Groupe d'experts a été prorogé jusqu'au 30 septembre 2023. Par sa résolution [2649 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a décidé de reconduire jusqu'au 31 août 2023 les mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs visant les personnes et entités désignées par le Comité créé par la résolution [2374 \(2017\)](#).
5. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions concernant le Mali dans les précédents rapports annuels du Comité ([S/2017/1126](#), [S/2018/1124/Rev.1](#), [S/2019/968](#), [S/2020/1222](#) et [S/2021/1043](#)).

III. Résumé des activités du Comité

6. Le Comité s'est réuni quatre fois dans le cadre de consultations, le 8 février, le 16 mars, le 28 juillet et le 14 décembre. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.
7. Lors des consultations qu'il a tenues le 8 février, le Comité a entendu un exposé de la Coordonnatrice du Groupe d'experts sur le Mali, à laquelle se sont joints d'autres experts par visioconférence, qui a porté sur le rapport à mi-parcours ([S/2022/232](#)) présenté par le Groupe en application du paragraphe 4 de la résolution [2590 \(2021\)](#).
8. Lors des consultations tenues le 16 mars, le Comité a rencontré le représentant du Mali et les représentants d'autres pays de la région, dont l'Algérie, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Sénégal, conformément au paragraphe 9 e) de la résolution [2374 \(2017\)](#) et au paragraphe 2 a) v) des directives régissant la conduite de ses travaux.
9. Lors des consultations tenues le 28 juillet, le Comité a entendu un exposé sur le rapport final du Groupe d'experts ([S/2022/595](#)), présenté en application du paragraphe 4 de la résolution [2590 \(2021\)](#).
10. Lors des consultations tenues le 14 décembre, le Comité a rencontré l'Observateur permanent de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest auprès de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la

recommandation figurant au paragraphe 148 a) du rapport final du Groupe d'experts (S/2022/595) et en application du paragraphe 9 e) de la résolution 2374 (2017) et du paragraphe 2 a) v) des directives régissant la conduite de ses travaux.

11. À l'issue des consultations, le Comité a transmis par communiqués de presse de brefs résumés de ses travaux, conformément au paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité (S/2017/507).

12. Le 23 novembre, conformément au paragraphe 18 de la résolution 2374 (2017), la présidence du Comité a rendu compte au Conseil de sécurité des travaux du Comité (voir S/PV.9200).

13. Le Comité a adressé à 20 États Membres et autres acteurs intéressés 21 communications concernant l'application des sanctions.

IV. Dérogations

14. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées au paragraphe 2 de la résolution 2374 (2017).

15. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées aux paragraphes 5, 6 et 7 de la même résolution.

16. Le Comité n'a reçu ni notification ni demande de dérogation.

V. Liste relative aux sanctions

17. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs sont définis au paragraphe 8 de la résolution 2374 (2017). Les procédures d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.

18. Le 5 octobre, le Comité a modifié les entrées suivantes de la liste : Mahri Sidi Amar Ben Daha (MLi.006), Mohamed Ben Ahmed Mahri (MLi.007) et Mohamed Ould Mataly (MLi.008). À la même date, il a publié par communiqué de presse des informations concernant ces modifications.

19. Aucune entrée n'a été ajoutée à la liste ni n'en a été retirée. À la fin de la période considérée, huit personnes étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité, dont trois étaient visées par l'interdiction de voyager et cinq par le gel des avoirs et l'interdiction de voyager.

VI. Groupe d'experts

20. Le 6 janvier, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2590 (2021) en date du 30 août 2021, le Secrétaire général a nommé les quatre membres du Groupe d'experts, à savoir des spécialistes des groupes armés, des questions financières, du droit international humanitaire et des questions régionales (voir S/2022/14). Le mandat du Groupe d'experts est arrivé à expiration le 30 septembre 2022.

21. Le 28 février, le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport à mi-parcours (S/2022/232), conformément au paragraphe 4 de la résolution 2590 (2021).

22. Le 14 juillet, le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final (S/2022/595), conformément au paragraphe 4 de la résolution 2590 (2021).

23. Le 3 octobre, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2649 \(2022\)](#) en date du 30 août, le Secrétaire général a nommé les quatre membres du Groupe d'experts, à savoir des spécialistes des groupes armés, des questions financières, des affaires humanitaires et des questions régionales (voir [S/2022/741](#)). Le mandat du Groupe d'experts arrivera à expiration le 30 septembre 2023.

24. Le Groupe d'experts a effectué des visites aux États-Unis d'Amérique, en France, en Italie, au Mali, en Mauritanie et au Niger. Au Mali, les membres du Groupe d'experts se sont rendus à Bamako, à Gao et à Ménaka.

25. Dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 84 lettres à 46 États Membres, au Conseil de sécurité, au Comité et à des entités internationales et nationales.

VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

26. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime de sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 2 au 4 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, la deuxième séance de formation thématique portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

27. La Division a collaboré avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Bureau de l'informatique et des communications du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour faciliter la tenue de réunions en présentiel, conformément aux orientations et restrictions concernant la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), tout en continuant de proposer la tenue de réunions virtuelles.

28. Afin d'aider le Comité à recruter des expert(e)s doté(e)s des qualifications voulues pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a ajouté un module dans Inspira le 25 octobre, qui permet de gérer la liste d'expert(e)s déjà en poste et des personnes auxquelles l'on pourrait éventuellement faire appel. Elle a également organisé le 27 octobre une activité d'information sur les groupes d'experts et la liste d'experts pour encourager les candidatures féminines. Une note verbale a été adressée le 8 décembre à tous les États Membres pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur la liste d'experts. Une note verbale a également été adressée le 17 mai à tous les États Membres pour les informer de postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Des avis de vacance de postes ont en outre été publiés en ligne le 13 mai sur le portail des carrières de l'ONU (<https://careers.un.org>).

29. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport à mi-parcours que le Groupe a présenté au Comité en janvier et du rapport final qu'il lui a présenté en juillet. Le Secrétariat a facilité les visites des membres du Groupe d'experts auprès d'États Membres et d'autres parties prenantes, en tenant compte des directives de l'Organisation mondiale de la Santé, des conseils aux voyageurs établis par les autorités nationales et d'autres exigences liées à la pandémie de COVID-19. Le Secrétariat a organisé les 6 et

7 décembre un atelier entre les groupes d'experts dans le cadre duquel s'est tenue une réunion-débat de haut niveau sur les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et l'importance de l'intégration des questions de genre dans les groupes et équipes de surveillance. Un atelier sur les techniques d'enquête à l'usage des experts s'est tenu les 8 et 9 décembre.

30. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative du Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 54 de sa résolution [2368 \(2017\)](#). Le modèle de données amélioré et l'application servant à l'exploiter ont été mis en service et la Division procède actuellement à la migration et à la vérification des données saisies dans les listes relatives aux sanctions dans les six langues officielles. En mai, la Division a publié un tableau des modifications apportées à la Liste récapitulative depuis 2018.
